COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

EDITORIAL

HYPOCRISIE

A PROPOS DES «REFUGIÉS» DU CAMBODGE

Depuis quelques jours la presse et la radio ne tarissent pas de larmes sur le sort des "réfugiés" à l'ambassade de France au Cambodge. Il paraît que leur situation était ou continue d'être déplorable.

Tous ces journalistes et ces hommes politiques représentant les gouvernements français et américain n'ont pas cessé de pleurnicher sur le sort de ces dits "réfugiés".

Il semble qu'il s'agisse, outre du personnel de certaines ambassades qui avaient reconnu l'ancien gouvernement Lon Nol, de gens qui étaient les soutiens de ce régime.

Aujourd'hui que les fantoches, autrefois soutenus par les américains, sont tombés il est bien normal que ses anciens serviteurs aient peur pour leur peau, car ils connaissent, eux, l'ampleur des méfaits qu'ils ont accomplis.

Il est donc tout à fait malvenu de pleurer sur leur sort, eux qui soutenaient un impérialisme qui a causé la mort et les blessures de plus d'un Million de personnes.

Quant aux diplomates des différentes nations, qui sont aussi en difficultés, il est bien normal que ces hommes de cabinets, qui participent à des décisions qui envoient à la mort des milliers d'individus, supportent un peu les conséquences de leur choix, n'a rien que très normal et il n'y a guère là matière à pleurnicher sur leur sort.

1er MAI

A FORT-DE-FRANCE

Ce 1er Mai à Fort-de-France a vu près de 2000 travailleurs et travailleuses, à l'appel des syndicats et des partis politiques défiler à travers la ville aux cris de "Du travail pour tous !", "A bas le chômage !", "A bas l'Etat des flics et des patrons" etc... Les ouvriers du bâtiment entonnèrent plusieurs fois l'Internationale qui fut reprise par l'ensemble du cortège. Un meeting à la Maison des Syndicats suivit la manifestation.

Ce jour là la classe ouvrière de la Martinique a su montrer son mécontentement face à une situation sociale qui se détériore de plus en plus.

GUADELOUPE

MANOEUVRES DES USINIERS CONTRE LES PETITS PLANTEURS

Mardi dernier de nombreux petits planteurs étaient venus livrer leur canne à l'usine Grosse-montagne. Durant toute la matinée, ils ont dû attendre que les cannes de l'usine soient déchargées des titants avant les leurs. C'est seulement à partir de 16h que le déchargement commença pour eux.

Cette situation existe également au niveau des autres usines. De nombreux petits planteurs de Grande-Terre ne parviennent pas toujours à livrer leurs cannes en temps voulu et sont tributaires des caprices des patrons. Il arrive même quelque fois que leurs cannes ne soient pas acceptées dans l'immédiat et qu'ils repartent avec leur chargement. Ils doivent ainsi payer les transporteurs plus cher.

Cette attitude des patrons montre manifestement qu'ils sont prêts à tout pour prendre leur revanche et faire payer aux petits planteurs leur succès partiel lors de la dernière grève. Ils veulent par cette méthode concertée décourager ceux-ci de faire grève à l'avenir. Mais face à cela les petits planteurs doivent rencontrer la solidarité des ouvriers industriels. C'est avec leur aide qu'ils pourront contraindre les patrons à accepter leurs cannes.

GUADELOUPE SUPERETTE les salaires baissent

Les patrons avaient été "choqués" par un article paru il y a quelques mois dans le bi-hebdomadaire "Combat Ouvrier", intitulé "Supérette écrase ... nos salaires !" Mais on peut dire que cette affirmation se révèle de plus en plus exacte.

La plupart d'entre nous, qui touchaient il y a peu des salaires faibles, certes, mais supérieurs à 1000F, se voient désormais attribuer moins de 1000F pour leur mois ! Voilà qui est tout simplement scandaleux. Et les patrons, qui se remploient les pôches en jouant sur la hausse des prix, n'ont même pas l'excuse d'ignorer le niveau actuel du coût de la vie !

Le cynisme qui est le leur montre clairement que nous ne parviendrons à changer cette situation qu'en nous montrant aussi implacables qu'elle-même. Mais pour cela, il nous est nécessaire de nous organiser, afin de pouvoir lutter vraiment efficacement.

ABONNEZ-VOUS

AU MENSUEL

MARTINIQUE | RACISME ET POLITIQUE DISCRIMINATOIRE DU CENTRE HOSPITALIER DE J.E.D.F.

Le Centre continue à embaucher du personnel français à la place du personnel antillais. La direction le veut, car elle n'organise rien pour donner aux jeunes antillais des facilités de formation et d'embauche sur place. Ainsi elle accepte des demandes d'emploi venant de France et trouve de la place pour ces gens, mais jusqu'ici nombreux sont ceux et celles de la dernière promotion qui n'ont trouvé aucune place stable au Centre. Certains sont mis à la place d'agents en congé, annuel, maternité ou autre. D'autres sont envoyés dans des services si peu désirables qu'ils refusent. Enfin à d'autres encore on parle de "service porté".

La direction montre encore une fois sa politique colonialiste discriminatoire. Politique qui consiste à ne rien faire pour former des gens sur place et avoir ainsi "la conscience tranquille" pour embaucher à 7000 F.

COMMUNIQUE DE L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS REUNIONNAIS EN FRANCE

LE BUMIDOM EN ACCUSATION

Les 2 et 3 mai 1975, à 13 heures, devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris, se déroulera le procès opposant notre périodique Le Combat Réunionnais au BUMIDOM et à son président Jean-Emile Vié, sur plainte en diffamation pour un article paru dans le N° 3 de notre organe. (...) Un tel procès, à l'évidence, apparaît comme la première confrontation publique entre l'organisme d'Etat et ceux qui sont à la fois ses victimes et ses adversaires. Une cinquantaine de Réunionnais viendront, à cette occasion, dire ce qu'ils pensent du BUMIDOM et dans quelles conditions ils ont vécu jusqu'alors l'émigration.

Il s'agira de mettre particulièrement en lumière un des axes de la politique gouvernementale vis-à-vis des DOM, politique que nous considérons comme encore marquée par des rapports coloniaux.

Ce procès intervient aussi plus de dix ans après la création du BUMIDOM et la mise en place de la politique d'émigration : il peut donc donner lieu à un bilan.

Pour toutes ces raisons, ce procès a des implications qui dépassent largement le cadre de la seule émigration réunionnaise et concerne directement l'opinion publique française (...)

SITUATION
DANS LES
HOPITAUX

GUADELOUPE

DES MALADES VICTIMES DE L'INCURIE DE
LA DIRECTION.

*****

De plus en plus à l'hôpital général, les repas servis aux malades laissent à désirer. Depuis quelques temps, par exemple, les rations ont diminué et le dessert a été supprimé. Ainsi, bien que les malades pour la plupart, paient leurs frais d'hospitalisation, ils sont victimes de la mauvaise gestion de l'hôpital, du pillage organisé au sein de l'intendance, et de l'attitude de l'administration qui, jusqu'ici, n'a pas réglé sa dette au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre. Il est impensable que dans de telles conditions de sous-alimentation les malades puissent guérir rapidement.

La plupart d'entre eux sont des travailleurs victimes ou d'accidents de travail, ou des mauvaises conditions de vie engendrées par le capitalisme, et si l'administration coloniale ne se presse pas d'améliorer la qualité nutritive des repas, c'est parce qu'elle se moque éperdument de la santé de ces travailleurs.

LES VRAIS VOLEURS NE
SONT PAS FOUILLÉS

La direction de l'hôpital n'ignore pas qu'un certain nombre de cadres bien placés, et ayant facilement accès aux portes de l'économat, puisqu'ils en détiennent les clés, dérobent une part des produits alimentaires servant à la préparation des repas des malades, pour approvisionner leur propre réfrigérateur.

Par exemple, ce sont des quartiers de boeufs saignant qui disparaissent !

Le directeur, cependant, veut rendre responsable de ces vols, les employés. Il a ainsi décidé, au début de la semaine, de procéder aux fouilles des voitures appartenant au personnel. Certains se sont laissés faire, mais d'autres ont refusé de se soumettre à un tel contrôle qui n'est, une fois de plus, que l'expression de mépris que ce directeur affiche à l'égard des employés du centre hospitalier. Il est allé jusqu'à réclamer l'intervention des forces de police pour obliger les réticents à ouvrir leur coffre à bagages.

Nous, les employés, nous en avons assez d'être traités comme des paresseux, des voleurs ! les vrais voleurs ce sont ceux qui confisquent nos primes, nos indemnités ! Les vrais voleurs ce sont ceux qui continuent de nous verser des salaires plus bas pour un travail identique à ceux des titulaires.

ABONNEZ VOUS AU MENSUEL

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N° 51.728
Correspondant du journal : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
4ème supplément du mensuel N° 49

MARTINIQUE
CONDITIONS DE
TRAVAIL A LA
SPDEM

A l'usine de Pointes des Carrières, le taux de bruit atteint dans certains points 110 décibels or un taux de 60 décibels représente déjà un danger pour l'organisme. Ceci explique le fait que certains de nos camarades qui partent à la retraite soient sourds et que d'autres qui travaillent ont des périodes de surdité.

En effet les conséquences du bruit ne sont pas toujours immédiates mais cependant dangereuses. Ainsi nombre de nos camarades qui travaillent à l'entretien ou au quart, sont atteints d'insomnie permanente et de surdité partielle ou permanente.

Pendant que les capitalistes s'enrichissent en profitant d'un courant à bon marché que leur offre la direction, nous faisons les frais de la situation, en payant de notre santé.

UN MILLIARD POUR
UN TERRAIN DE GOLF
RIEN POUR L'HÔPITAL
(trois îlets)

L'hôpital de Trois Îlets est insalubre : les malades dorment sur des brancards sous les vérandas ; cet hôpital, qui se trouve au milieu du bourg avec des salles trop petites, dessert plusieurs communes.

René Rivetti et sa bande auraient du penser à cela avant de prendre la décision de voter la somme fabuleuse d'un milliard pour la construction d'un terrain de golf. Un milliard de francs jeté en l'air pour faire plaisir aux capitalistes... Mais en ce qui concerne la commune et surtout l'hôpital de Trois Îlets, ces messieurs s'en moquent éperdument.

LA LÉZARDE
GROS MORNE
EMPOISONNÉE

La Rivière Lézarde, une des plus importantes rivières de la Martinique qui irrigue toute la région du Gros-Morne est devenue une rivière polluée. Et le pollueur n'est autre que le capitaliste Courville, propriétaire de la distillerie qui fabrique le rhum Courville du Gros-Morne.

Les déchets issus de la fabrication de ce rhum sont carrément jetés dans la rivière, d'où l'aspect que nous offre maintenant la Lézarde : des eaux sales et nauséabondes, charriant des multitudes de poissons morts.

C'est au nom du sacré saint profit que Courville porte ainsi atteinte à l'équilibre naturel de notre région, mettant ainsi en danger et les cultures des paysans des régions irriguées par ce cours d'eau et la santé des habitants. Et si Courville n'est nullement inquieté pour son attitude criminelle c'est qu'il bénéficie de la complicité de l'état colonialiste, cet état qui est justement là pour défendre les intérêts des riches.

MARTINIQUE
LES ENSEIGNANTS
BIENTÔT EN GRÈVE

Les enseignants du second degré seront vraisemblablement en grève en Martinique, dans la deuxième quinzaine du mois de mai. Pourquoi cette grève ?

Parce que jusqu'à présent les prévisions pour la rentrée scolaire 75 ne présagent rien de bon pour les enseignants comme pour les élèves.

Ainsi, il est prévu 30 suppressions de postes sur les 3 lycées de Fort-de-France. Rien n'est prévu pour améliorer le statut des maîtres auxiliaires. Il n'y a aucun projet de titularisation pour ceux-ci. Bientôt au contraire, beaucoup d'entre eux se retrouveront au chômage vu les suppressions de postes qui doivent intervenir. A moins qu'une mobilisation des enseignants ne fasse reculer le Rectorat.

GUADELOUPE

SITUATION DES TRAVAILLEURS DE LA CANNE

Les travailleurs agricoles continuent de faire les frais de l'incurie des patrons des usines et propriétaires des plantations de canne.

Les ouvriers agricoles travaillent actuellement en moyenne 2 jours par semaine. Cela d'abord parce que le chômage étant très important, il se présente beaucoup de monde pour couper, charger, etc... D'autre part les travailleurs font la plupart du temps double journée pour avoir un meilleur salaire.

La fermeture de Bonne-Mère a aussi créé des perturbations dans l'organisation du travail. C'est ainsi que les cannes qui allaient à Bonne Mère sont maintenant acheminées vers Darboussier. Cela a comme conséquence que les Titans ou les charriots sont parfois obligés d'attendre jusqu'à deux heures avant de pouvoir décharger les cannes. Cela réduit le nombre de voyages effectués et entraîne donc l'arrêt de la coupe pendant un ou deux ou trois jours.

La mécanisation elle aussi provoque des arrêts de travail pour les coupeurs. Souvent les autres types de récolte sont arrêtés et la machine continue seule à fonctionner. C'est ainsi que la semaine dernière, les travailleurs de l'habitation Bellevue ont été renvoyés alors que la machine, elle, continuait de couper, les cannes étant envoyées directement dans les charriots.

Conséquence de tout cela : les travailleurs touchent de maigres salaires et perdent la prime de 5ème jour. Les patrons même quand les travailleurs ont fait double journée n'en déclarent qu'une seule à la sécurité sociale.

PROBLEME DES SALAIRES.

Les salaires de ceux qui travaillent à la surface sont calculés sur la base de la journée de 8 heures.

C'est ainsi que si une ouvrière a travaillé jusqu'à midi elle ne touche que les 3/4 des 38,92 F de la journée.

Les patrons ne tiennent aucun compte des discussions qui ont eu lieu avec les syndicats. En réalité il n'y a pas d'alignement des salaires agricoles sur ceux de l'industrie.